



# Journal Officiel de la République Tunisienne

TRADUCTION Française

Mardi 22 Janvier 1985

128ème ANNEE — N° 6

## Sommaire

### Décrets et Arrêtés

#### Premier Ministre

DECRET N° 85-56 du 2 janvier 1985, relatif à la réglementation des rejets dans le milieu recep-  
teur 110

#### Ministère de l'Intérieur

DECRET N° 85-60 du 12 janvier 1985, portant expropriation pour cause d'utilité publique au profit du conseil du gouvernorat de Monastir de parcelles de terrain nécessaires à la réalisation de projets industriels ..... 113

DECRET N° 85-61 du 12 janvier 1985, portant expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la commune de Mahdia pour la création d'un complexe sportif ..... 113

DECRET N° 85-62 du 10 janvier 1985 portant expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble sis à Sousse nécessaire à abriter l'Inspection Régionale de Travail ..... 114

ARRETE du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur du 10 janvier 1985, portant création d'un arrondissement municipal à Hichem H'Madi de la Commune de Zarzis ..... 114

#### Ministère des Finances

ARRETE du Ministre des Finances du 9 janvier 1985, fixant les conditions de prélèvement et de reversement de la taxe sur les opérations de change .... 115

ARRETE du Ministre des Finances du 10 janvier 1985, fixant les dates de la fermeture au public en début de mois, des guichets des postes comptables relevant de la Direction Générale de la Comptabilité Publique ..... 115

ARRETE du Ministre des Finances du 10 janvier 1985 portant délégation de signature ..... 115

CREATION d'une recette financière ..... 116

#### Ministère de l'Equipe- ment et de l'Habitat

DECRETS N°s 85-63 à 71 du 10 janvier 1985, portant approbation des plans d'aménagement dans certaines localités ..... 116

#### Ministère de l'Information

ARRETES du Ministre de l'Information du 10 janvier 1985, portant délégation de signature ..... 119

#### Ministère de l'Education Nationale

ARRETE du Ministre de l'Education Nationale du 10 janvier 1985, portant modification de l'arrêté du 26 octobre 1983, modifiant l'arrêté du 19 janvier 1982, fixant la compétence territoriale et le chef-lieu des délégations régionales de l'enseignement primaire ..... 120

## **Décrets et Arrêtés**

### **Premier Ministère**

#### **REGLEMENTATION**

**Décret N° 85-56 du 2 janvier 1985, relatif à la réglementation des rejets dans le milieu récepteur.**

Nous Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi n° 66-27 du 30 avril 1966, portant promulgation du Code du Travail;

Vu la loi n° 75-16 du 31 mars 1975, portant promulgation du Code des Eaux;

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant promulgation de la loi Organique des Communes;

Vu la loi n° 82-66 du 6 août 1982, relative à la normalisation et à la qualité;

Vu le décret n° 79-768 du 6 septembre 1979, réglementant les conditions de branchement et déversement des effluents dans le milieu récepteur;

Vu le décret n° 83-724 du 4 août 1983, fixant les catégories de normes et les modalités de leur élaboration et de leur diffusion;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, des Ministres de l'Economie Nationale, de l'Équipement et de l'Habitat, de la Santé Publique et de l'Agriculture;

Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Environnement ;

Vu l'avis du Comité National de l'Eau;

Vu l'avis du Conseil Supérieur de l'Hygiène Publique;

Vu l'avis du Tribunal Administratif;

Décretions :

#### **CHAPITRE PREMIER**

##### **Dispositions Générales**

**Article Premier.** — Le présent décret a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles sont réglementés ou interdits les rejets dans le milieu récepteur.

**Art. 2.** — On entend par :

1) **Eaux usées** au sens large du terme les eaux à évacuer des zones bâties. Elles proviennent des ménages, des différentes installations communales ou publiques, de l'artisanat et de l'industrie y compris les eaux de refroidissement ainsi que les eaux de drainage et de ruissellement urbain.

2) **« Milieu Récepteur »** : Le Milieu naturel dans lequel sont déversés les effluents de toute origine : il s'agit de la mer, des lacs, des lagunes, des sabkhas, des cours d'eau des canaux d'irrigation et d'assainissement agricole, des zones d'épandage, des nappes souterraines de toutes sortes et des retenues établies sur les cours d'eau.

3) **« Effluent »** : Tout écoulement d'origine urbaine ou industrielle ayant ou non subi un traitement préalable et évacué directement ou indirectement dans le milieu récepteur.

4) **« Pollution »** l'introduction directe ou indirecte, par l'homme, de substances ou d'énergie dans le milieu récepteur susceptible d'altérer sa qualité ou de causer des effets nuisibles tels que dommages aux ressources en eau et aux ressources biologiques, risques pour la santé de l'Homme ou de l'animal entrave à l'utilisation légitime du milieu récepteur.

5) **« Rejeté »** : tout déversement, écoulement, jet, dépôt direct ou indirect d'eau ou de matière et plus généralement tout fait susceptible d'altérer la qualité de l'eau superficielle ou souterraine.

#### **CHAPITRE II**

##### **Les Conditions Générales de Rejet**

**Art. 3.** — Les rejets, quelque soit leur provenance ne doivent en aucun cas altérer la qualité du milieu récepteur telle que fixée par les normes y afférentes.

**Art. 4.** — Les eaux usées déversées dans le milieu récepteur doivent être conformes aux normes de rejet fixées selon les modalités prévues par la loi susvisée n° 82-66 du 6 août 1982.

**Art. 5.** — Le déversement des eaux usées dans le milieu récepteur ne doit pas, notamment, provoquer de :

- a) formation de boue;
- b) turbidité, coloration ou formation de mousse.
- c) altération du goût et de l'odeur par rapport à l'état naturel.
- d) modification défavorable de la répartition naturelle de la température.
- e) altération des caractéristiques chimiques du milieu récepteur et modification défavorable de la qualité et de la répartition des substances nutritives.
- f) prolifération indésirable d'algues et de plantes aquatiques supérieures.
- g) formation nuisibles au milieu récepteur, de colonies bactériennes ou de protozoaires.

**Art. 6.** — Toutes les eaux usées qui ne répondent pas aux normes de rejet dans le milieu récepteur doivent être déversées dans les canalisations publiques conformément à la réglementation relative aux conditions de branchement et de déversement des effluents dans le réseau public d'assainissement.

Les conditions d'élimination et de traitement des eaux usées, autres qu'industrielles, qui ne se prêtent pas à l'épuration dans une station centrale du réseau public d'assainissement sont fixées par arrêté conjoint des Ministres de l'Intérieur de l'Agriculture et de la Santé Publique.

Les eaux usées provenant des canalisations urbaines d'habitation, de chantiers, d'entreprises industrielles, artisanales et commerciales d'exploitations agricoles et de navires ainsi que tout autre rejet ne peuvent être déversées dans le milieu récepteur qu'après avoir subi un traitement conforme aux normes régissant la matière.

**Art. 7.** — Le déversement dans le milieu récepteur de tout produit détergent ou de produits de lavage ou de nettoyage contenant des détergents est interdit lorsque leur biodégradabilité n'est pas conforme aux normes y afférentes.

**Art. 8. —** La pollution du milieu recep-  
teur due, notamment, aux substances, familles et groupe de  
substances ci-dessous énumérés doit être éliminée :

a) Composés organohalogénés et substances qui  
peuvent donner naissance à de tels composés dans  
le milieu aquatique.

b) Composés organophosphorés et substances qui  
peuvent donner naissance à de tels composés dans  
le milieu aquatique.

c) Composés organostanniques et substances qui  
peuvent donner naissance à de tel composés dans le  
milieu aquatique.

d) Mercure et composés de mercure.

e) Cadmium et composés de cadmium.

f) Tous autres métaux lourds ou leurs composés  
dont il est prouvé qu'ils possèdent un effet toxique.

g) Huiles lubrifiantes usagées.

h) Matières synthétiques solides persistantes, en  
particulier les matières plastiques, qui peuvent flot-  
ter, couler ou rester en suspension et qui peuvent  
gêner toute utilisation légitime de la mer, des fleuves  
ou des lacs.

i) Substances dont il est prouvé qu'elles possèdent  
directement ou indirectement un pouvoir cancérogène  
ou mutagène et qui sont rejetées dans le milieu ré-  
cepteur;

j) Déchets radioactifs et autres matières radioac-  
tives tels qu'ils seront définis par arrêté conjoint des  
Ministres de l'Economie Nationale et de la Santé  
Publique.

Sont toutefois exclus des composés et substances  
énumérés aux points a-b et c ci-dessus ceux qui sont  
biologiquement inoffensifs ou qui se transforment  
rapidement en substances biologiquement inoffen-  
sives.

Les normes et les calendriers d'application pour  
la mise en œuvre des programmes et mesures visant  
à éliminer ladite pollution sont fixés conformément  
à la législation relative à la normalisation et à la  
qualité

**Art. 9. —** Sont interdits les rejets contenant en des  
quantités supérieures aux limites fixées par les nor-  
mes de rejet, les substances visées à l'article précé-  
dent.

**Art. 10. —** Il est interdit de procéder dans les  
oueds, lacs, retenues de barrages, zones d'aquaculture  
ou de baignade et sur leurs rives, au déversement  
d'hydrocarbures, de graisses et d'huiles végétales ou  
animales. A ce, titre il est interdit d'y procéder :

a) Au lavage des véhicules automobiles et de tous  
les engins mécaniques.

b) A la vidange des moteurs de tous les engins  
mécaniques.

c) Au rinçage et à la vidange des citernes et des  
appareils ou engins ayant contenu des produits pol-  
luants ou toxiques.

**Art. 11. —** L'utilisation des eaux traitées doit ré-  
pondre aux normes de qualité en vigueur. Les eaux  
usées destinées à l'irrigation, telles que définies par  
les articles 105 et 106 du Code des eaux, doivent

répondre aux normes de qualité selon les cultures  
envisagées, la nature du sol et l'usage des produits  
cultivés.

Dans tous les cas la réutilisation des eaux usées  
même traitées pour l'irrigation ou l'arrosage de cru-  
dité est interdite.

### CHAPITRE III

#### Des Autorisations de Rejet

**Art. 12. —** Les rejets dans le milieu recep-  
teur tels que définis dans l'article 2 du présent décret sont  
soumis à autorisation dans les conditions ci-après.

**Art. 13. —** Les rejets de toute exploitation requé-  
rant une autorisation de rejet, qui ne sont pas con-  
formes aux normes prescrites doit subir un prétraite-  
ment ou si nécessaire un traitement permettant  
de satisfaire aux dites normes.

**Art. 14. —** Toute exploitation soumise à autorisa-  
tion doit effectuer des contrôles périodiques de ses  
rejets et tenir à cet effet un registre où sont consi-  
gnés la date et les résultats des analyses effectuées.

**Art. 15. —** L'autorisation de rejet est octroyée au  
requérant préalablement à la délivrance de l'agrè-  
ment du projet.

Le Ministre habilité à accorder l'autorisation de  
rejet est celui qui est habilité normalement à agréer  
le projet ou à autoriser l'ouverture ou l'exploitation  
de l'établissement.

L'octroi de l'autorisation dépend de la conformité  
dudit projet aux normes en vigueur.

Toutefois il doit, au préalable, tenir compte de  
l'avis motivé des Ministres de l'Agriculture et de la  
Santé Publique et, le cas échéant, des autres minis-  
tres concernés.

**Art. 16. —** Le Ministre saisi de la demande d'au-  
torisation de rejet est tenu de répondre dans un  
délai ne dépassant pas 60 jours.

Le refus de l'autorisation doit être dûment motivé.

**Art. 17. —** L'autorisation est valable pour une  
durée de trois ans renouvelable dans les mêmes for-  
mes fixées ci-dessus.

Le renouvellement est subordonné, toutefois, à un  
contrôle du rejet effectué sur les lieux même de  
l'établissement.

**Art. 18. —** Toute demande d'autorisation de rejet  
ou de dépôt de déchets dans le milieu recep-  
teur doit comporter les renseignements suivants :

1) La description de l'emplacement du rejet ou de  
dépôt de déchets et notamment les niveaux sous-  
terrains, la profondeur et la distance par rapport à la  
côte dans le cas d'un rejet en mer.

2) La nature et l'importance de l'effluent, les con-  
ditions d'évacuation ou de dépôt;

3) La nature et la qualité des agents polluants  
contenus dans le rejet;

4) Les mesures proposées pour remédier à la  
pollution;

5) La description technique des installations de  
traitement;

6) Un extrait de carte à l'échelle minimale de 1/10 000 sur lequel est reporté l'emplacement de l'opération projetée, et en tant que de besoin un plan de situation à grande échelle où sont reportés les établissements environnants.

L'Administration peut exiger tout autre renseignement jugé utile.

**Art. 19.** — Les éléments à prendre en considération pour fixer les critères présidant à la délivrance d'une autorisation pour les rejets concernant notamment :

#### I. — Les Caractéristiques et Composition du Rejet

- 1) Type et importance de la source du rejet.
- 2) Nature du rejet;
- 3) Forme du déchet;
- 4) Quantité totale;
- 5) Mode de rejet;
- 6) Concentration des principaux constituants;
- 7) Propriétés physiques, chimiques et biochimiques du rejet.

#### II. — Les Caractéristiques de Nocivité du Rejet

- 1) Persistance physique, chimique et biologique dans le milieu récepteur.
- 2) Toxicité et autres effets nocifs.
- 3) Accumulation dans la matière biologique ou les sédiments.
- 4) Effets défavorables sur l'équilibre de l'oxygène dissoute.
- 5) Transformations biologiques susceptibles de produire des composés nocifs.
- 6) Sensibilité aux transformations physiques, chimiques et biochimiques et interaction dans le milieu aquatique avec d'autres constituants des eaux qui peuvent produire des effets nocifs.

#### III. — Les Caractéristiques du Milieu Récepteur

- 1) Caractéristiques hydrographiques, météorologiques, géologiques et topographiques du milieu récepteur;
- 2) Lieu du rejet tels qu'émissaire, canal, sortie d'eau et situation par rapport à d'autres emplacements tels que les zones d'agrément, de fruit de culture et de pêche, les gisements naturels de coquillage;
- 3) Dilution réalisée au point de rejet;
- 4) Caractéristiques de dispersion : effet des courants, des marées et du vent sur le déplacement horizontal et le brassage vertical;
- 5) Caractéristiques de l'eau, en égard aux conditions physiques, chimiques et écologiques existants dans la zone de rejet;
- 6) Capacité du milieu récepteur à absorber les déchets rejetés sans effets défavorables.

**Art. 20.** — Le Ministre de l'Intérieur après avis des Ministres de l'Agriculture et de la Santé Publique, délivre l'autorisation de rejet pour tout dépôt de déchets à l'exception des déchets industriels sur le sol et dans le sol.

Cette autorisation de dépôt de déchets fixe :

- a) Les limites à l'intérieur desquelles le dépôt est autorisé, compte tenu de la nature du sol et de son relief, de la vulnérabilité des eaux souterraines et de la proximité éventuelle des eaux superficielles ou du rivage de la mer;

- b) La capacité maximale du dépôt;
- c) La liste des déchets dont le dépôt est autorisé;
- d) La nature du conditionnement ou du traitement que doivent subir les déchets autorisés;
- e) La liste des déchets dont le dépôt est interdit.

L'autorisation prescrit, en tant que de besoin, l'exécution, d'aménagement permettant de prévenir l'infiltration et le ruissellement en direction du milieu récepteur, des matières liquides de toutes natures en provenance du dépôt.

**Art. 21.** — Le Ministre ayant délivré l'autorisation est habilité à effectuer à tout moment des visites de recensement et de contrôle pour vérifier l'application de ses prescriptions.

Les analyses sont effectuées par l'Administration, le cas échéant par des laboratoires dûment habilités.

Les frais afférents aux analyses ci-dessus mentionnés sont à la charge des établissements bénéficiaires de l'autorisation.

**Art. 22.** — Les installations relatives aux rejets avec ou sans traitement doivent être équipées d'un dispositif permettant l'échantillonnage et la mesure en contenu du débit. En l'absence d'un tel dispositif d'Administration peut utiliser tout moyen d'évaluation qu'elle estime approprié.

**Art. 23.** — Les rejets effectués par les installations nouvelles sont soumis aux dispositions du présent décret à partir de sa publication. On entend par « installation nouvelle » tout établissement quelqu'en soit l'usage, qui n'est pas entré en production à la date d'entrée en vigueur du présent décret ou tout établissement existant qui a fait l'objet d'un agrandissement ou transformation ayant pour effet d'accroître de plus de 25 % la quantité des rejets ou d'en modifier la nature.

**Art. 24.** — Les établissements qui sont en cours d'exploitation à la date d'entrée en vigueur du présent décret doivent se conformer à ses dispositions et sont tenus de déposer à cet effet, leur dossier auprès des services compétents. Les demandes doivent parvenir aux Ministres concernés au plus tard un an à partir de la date d'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 25.** — Les organismes chargés de l'étude de projets, d'aménagement ou de promotion des investissements doivent selon les cas, prévoir ou exiger dans tout nouveau projet le traitement des rejets dans le milieu récepteur.

**Art. 26.** — Les infractions aux prescriptions du présent décret sont réprimées conformément aux sanctions et pénalités prévues par le Code du Travail promulgué par la loi n° 66-27 du 30 avril 1966 et le Code des eaux promulgué par la loi n° 75-16 du 31 mars 1975.

**Art. 27.** — Les Ministres concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 2 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
Mohamed MZALI

## Ministère de l'Intérieur

### EXPROPRIATIONS

**Décret N° 85-60 du 12 janvier 1985, portant expropriation pour cause d'utilité publique au profit du Conseil du Gouvernorat de Monastir de parcelles de terrain nécessaires à la réalisation de projets industriels.**

Nour Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu la loi n° 78-85 du 11 août 1978, portant refonte de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

N° de la Parcelle Selon le Plan	Description de la Parcelle	Superficie Approximative	Nom du Propriétaire ou présumé - Tel
1011	Terrain non bâti	1547 m2	Héritiers Ahmed Moussa
1015	» » »	1190 m2	» »
999	» » »	3500 m2	» »

**Art. 2.** — Sont expropriés également tous les droits mobiliers et immobiliers qui seront attribués au dit immeuble.

**Art. 3.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et le Gouverneur de Monastir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait au Palais de Carthage, le 12 janvier 1984

Le Président de la République Tunisienne

**Habib BOURGUIBA**

N° d'Ordre	Nature de l'Immeuble	N° du Titre Foncier	Superficie en M2	Noms des propriétaires ou présumés tels
1	terrain nu	sans titre	2000	Hédi Ben Redjeb Koldja
2	»	»	2071	Hédi Ben Redjeb Koldja
3	»	»	2948	Héritiers Redjeb Koldja
4	»	»	4447	Héritiers Redjeb Koldja

**Art. 2.** — Sont également expropriés tous les droits mobiliers et immobiliers qui grevent ou pourraient grever le dit parcelle.

**Art. 3.** — Le Président du Conseil Municipal de Mahdia est chargé de l'exécution du présent décret

Vu la loi 63-54 du 30 décembre 1963, relative aux conseils de Gouvernorat ;

Considérant que les formalités prévues à l'article 11 de la loi susvisée n° 78-85 du 11 août 1978 ont été accomplies ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et des Ministres de l'Equipement et de l'Habitat ;

Décrétons :

**Article Premier.** — Sont expropriées pour cause d'utilité publique au profit du Conseil du Gouvernorat de Monastir les parcelles de terrain sises route Khenis à Monastir nécessaires à la réalisation de projets industriels indiquées sur le plan annexé au présent décret et sur le tableau ci-après.

**Décret N° 85-61 du 12 janvier 1985, portant expropriation pour cause d'utilité publique au profit de la Commune de Mahdia pour la création d'un complexe sportif.**

Nous Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975, portant promulgation de la loi organique des Communes ;

Vu la loi n° 78-85 du 11 août 1978, portant refonte de la législation sur l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le décret du 20 janvier 1887 portant création de la Commune de Mahdia ;

Vu la délibération du conseil Municipal dans sa séance du 6 mars 1981 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et des Ministres de l'Equipement et de l'Habitat ;

Considérant que les formalités prévues à l'article 11 de la loi susvisée n° 78-85 du 11 août 1978 ont été accomplies ;

Décrétons :

**Article Premier.** — Sont expropriées pour cause d'utilité publique au profit de la commune de Mahdia les parcelles de terrains indiquées sur les plans annexés au présent décret et au tableau ci-après et nécessaire à la réalisation du complexe sportif.

qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 12 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

## EXPROPRIATION

**Décret N° 85-62 du 10 janvier 1985, portant expropriation pour cause d'utilité publique d'un immeuble sis à Sousse nécessaire à abriter l'Inspection Régionale de Travail.**

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne ;

Vu la loi n° 78-85 du 11 août 1978, portant refonte de la législation relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique

Vu l'avis des Ministres des Finances et des Affaires Sociales ;

Décrétons :

**Article Premier.** — Est exproprié pour cause d'utilité publique au profit de l'Etat pour être incorporé au Domaine Privé de l'Etat, pour les besoins du Ministère des Affaires Sociales en vue d'abriter une inspection régionale de travail à Sousse un immeuble d'une superficie de 2 a 4 ca objet du TF N° 47528 entouré d'un liseré rouge sur le plan annexé au présent décret et désigné au tableau ci-après :

N/O	Situation	Numéro du Titre Foncier	Superficie	Nom du propriétaire ou présumé tel
1	Sousse	47528	2 a 4 ca	M. Baranes Saufour

**Art. 2.** — Sont également expropriés tous les droits mobiliers et immobiliers qui grèvent ou pourraient grever le dit immeuble.

**Art. 3.** — La présente expropriation est déclarée urgente.

**Art. 4.** — Les Ministres des Finances et des Affaires Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1984

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation

Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

## CREATION

**Arrêté du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur du 10 janvier 1985, portant création d'un arrondissement municipal à Hichem H'Madi de la Commune de Zarzis.**

Le Premier Ministre Ministre de l'Intérieur;

Vu la loi n° 78-33 du 14 mai 1975 portant promulgation de la loi organique des communes et notamment son article 10 ;

Vu le décret du 24 décembre 1980, portant création de la Commune de Zarzis ;

Vu le décret n° 78-383 du 16 juin 1978, fixant les attributions des arrondissements municipaux et les modalités de leur fonctionnement ;

Vu le décret n° 78-973 du 7 novembre 1978, portant extension du périmètre Communal de Zarzis ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Zarzis en date du 20 février 1982 ;

Arrête :

**Article Premier.** — Il est créé dans le périmètre Communal de Zarzis un arrondissement Municipal à Hichem H'Madi.

**Art. 2.** — Les limites territoriales de cet arrondissement sont définies comme suit :

L'arrondissement municipal de Hichem H'Madi est délimité par la ligne polygonale fermée A.B.C.D.E.F. G.H.I.J.K.A indiquée en rouge sur le plan annexé au présent arrêté et défini comme suit :

— Du point A situé sur la MC 109 reliant Zarzis à Ben Guerdane (P.K : 3,800; près de Zaouiet Sidi Bouteffeha) la limite suit en direction Nord-Ouest la piste agricole dénommée Sned jusqu'au point B situé à 450 m du point A.

— Du point B la limite suit une ligne imaginaire en direction Nord-Ouest jusqu'au point C situé sur la route El Hessian à une distance de 800 mètres du point B.

— Du point C la limite suit la route El Hessian jusqu'au point D situé sur la MC 118 reliant Zarzis à Médenine au niveau du P.K 4,00 à une distance de 1300 mètres du point C.

— Du point D la limite suit la piste agricole dénommée El Byada jusqu'au point E situé à 500 mètres du point D.

— Du point E la limite suit une ligne imaginaire en direction Sud-Ouest passant par le point F situé sur la MC 118 à 5,8 Km du Centre de la ville de Zarzis jusqu'au point G situé près du Aïn Meleh et à 11 Kms du point F.

— Du point G la limite suit une ligne imaginaire en direction Sud-Est jusqu'au point H situé sur la MC 109 (P.K 18) et à 10 Km du point G.

— Du point H la limite suit une ligne imaginaire en Direction Nord-Est en passant par le point I situé sur le RVE 984 et traversant l'Oued Alouane jusqu'au point J situé sur le rivage de la mer et à 4 Kms du point H.

— Du point J la limite suit le rivage de la mer en direction Nord-Ouest jusqu'au point K situé sur l'axe de la M.C. 109 (P.K 8) et à 7 Kms du point J.

— Du point K la limite suit le rivage de la mer en direction Nord jusqu'au point A point de départ.

**Art. 3.** — Le Président de la Commune de Zarzis est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Tunis, le 10 janvier 1985

Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

## Ministère des Finances

### TAXE

**Arrêté du Ministre des Finances du 9 janvier 1985, fixant les conditions de prélèvement et de reversement de la taxe sur les opérations de change.**

Le Ministre des Finances,

Vu la loi n° 84-84 du 31 décembre 1984, portant loi de finances pour la gestion 1985, et notamment ses articles 49, 50 et 51 ;

Vu la loi n° 78-18 du 21 janvier 1978, portant refonte et codification de la législation des changes et du commerce extérieur régissant les relations entre la Tunisie et les pays étrangers et le code des changes et du commerce extérieur y annexé ;

Vu le décret n° 77-608 du 27 juillet 1977, fixant les conditions d'application de la loi n° 78-18 du 21 janvier 1978 ;

Arrête :

**Article Premier.** — Les intermédiaires agréés sont tenus de prélever et de reverser au Trésor, dans les conditions fixées par le présent arrêté, la taxe sur les opérations de change instituée par la loi n° 84-84 du 31 décembre 1984, portant loi de finances pour la gestion 1985.

**Art. 2.** — La taxe sur les opérations de change, dont le taux est fixé à 0,5 % est assise sur la contre-valeur en dinars des montants des transferts de devises étrangères afférents aux opérations commerciales et financières ainsi que des montants des ventes de billets de banque étrangers, de chèques de voyage, de chèques bancaires et de tout autre instrument de paiement assimilé.

Les opérations de transferts et de ventes définies à l'alinéa précédent ne comprennent pas :

- 1) Les opérations de change effectuées entre la Banque Centrale de Tunisie et les intermédiaires agréées pour le compte de leur clientèle;
- 2) Les transferts et les ventes susvisés, effectués par le débit des comptes étrangers des non-résidents.
- 3) Les opérations de remboursement des emprunts extérieurs contractés avant le 1er janvier 1985;
- 4) Les ventes de billets de banque étrangers au titre des retrocessions de dinars effectuées par les non-résidents, après un séjour en Tunisie.

**Art. 3.** — Les intermédiaires agréés sont tenus de reverser le produit de la taxe sur les opérations de change au vu d'une déclaration trimestrielle déposée auprès de la Recette des Finances du principal établissement au cours du mois qui suit le trimestre considéré.

**Art. 4.** — Les dispositions du présent arrêté prennent effet le 1er janvier 1985.

Tunis, le 9 janvier 1985

Le Ministre des Finances  
**Salah Ben M'BARKA**

VU

Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

### FERMETURE

**Arrêté du Ministre des Finances du 10 janvier 1985, fixant les dates de la fermeture au public en début de mois, des guichets des postes comptables relevant de la Direction Générale de la Comptabilité Publique.**

Le Ministre des Finances ;

Vu le décret n° 81-1135 du 9 septembre 1981, portant organisation du Ministère des Finances et notamment son article 15

Arrête :

**Article Premier.** — Les postes relevant sur le plan comptable de la Direction Générale de la Comptabilité Publique ferment leurs guichets au public la première demi-journée ouvrable des mois grégoriens à l'exclusion du mois de décembre où les bureaux ferment durant toute la dernière journée ouvrable de ce mois

**Art. 2.** — Le présent arrêté prend effet à compter de 1er janvier 1985

**Art. 3.** — Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées

Tunis, le 10 janvier 1985

Le Ministre des Finances  
**Salah Ben M'BARKA**

VU

Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

### DELEGATION DE SIGNATURE

**Arrêté du Ministre des Finances du 10 janvier 1985, portant délégation de signature.**

Le Ministre des Finances ;

Vu le décret n° 75-317 du 20 mai 1975, portant organisation du Ministère des Finances, modifié par le décret n° 80-304 du 26 mars 1980 ;

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les Ministres et Secrétaires d'Etat à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 83-535 du 18 juin 1983, portant nomination du Ministre des Finances ;

Vu le décret n° 84-1230 du 16 octobre 1984, chargeant Monsieur Mansour Makhlouf, Inspecteur Principal, des fonctions de Chef de Service des Admissions en non valeur à la Direction Générale de la Comptabilité Publique ;

Arrête :

**Article Premier.** — Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Mansour Makhlouf, Inspecteur Principal, chargé des fonctions de Chef de Service des Admissions en non Valeur la Direction Générale de la Comptabilité Publique, est habilité à signer, par délégation du Ministre des Finances, tous les actes relevant de ses attributions à l'exception des textes à caractère réglementaire.

**Art. 2. —** Le présent arrêté sera publié au journal officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 10 janvier 1985

Le Ministre des Finances  
Selah BEN M'BARKA

**VU**

Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
Mohamed MZALI

## RECETTE

**Arrêté du Ministre des Finances du 10 janvier 1985.**

La recette des Finances de Soliman est chargée de la débite des produits monopolisés à compter du 1er décembre 1984.

## Ministère de l'Equipeement et de l'Habitat

### PLANS D'AMENAGEMENTS

**Décret N° 85-63 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de la localité de Sidi Medien.**

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1983 déterminant dans la région de Sidi Medien une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil du Gouvernorat de Béja en date du 30 septembre 1982 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et des Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Sur proposition du Ministre de l'Equipeement et de l'Habitat ;

Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier.** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols annexés au présent décret et concernant la localité de Sidi Médien.

**Art. 2.** — Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de la localité de Sidi Médien sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3.** — Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de la localité de Sidi Médien visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège du Gouvernorat de Béja.

**Art. 4.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Equipeement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait, à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
Mohamed MZALI

**Décret N° 85-64 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de la localité de Khetmine.**

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne ;

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu l'arrêté du 29 avril 1981, déterminant dans la région de la localité de Khetmine une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil du Gouvernorat de Bizerte en date du 20 septembre 1983 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et des Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Sur proposition du Ministre de l'Equipeement et de l'Habitat ;

Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols annexés au présent décret et concernant la localité de Khetmine.

**Art. 2.** — Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de la localité de Khetmine sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3.** — Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de la localité de Khetmine visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège du Gouvernorat de Bizerte.

**Art. 4.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture, et de l'Equipeement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
Mohamed MZALI

**Décret N° 85-65 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de Sidi Bannour.**

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne ;

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 1983, déterminant dans la localité de Sidi Bannour une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil du Gouvernorat de Monastir en date du 15 mars 1982 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et des Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Sur proposition du Ministre de l'Equipeement et de l'Habitat ;

Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier.** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de la localité de Sidi Bannour.



**Art. 2.** — Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de la localité de Sidi Bannour sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3.** — Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de la localité de Sidi Bannour visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège du Gouvernorat de Monastir.

**Art. 4.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Équipement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

#### **Décret N° 85-66 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de Bir Taieb.**

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne ;

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu l'arrêté du 22 janvier 1983 déterminant dans la région de BIR TAIEB une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du conseil du gouvernorat de MONASTIR en date du 15 mars 1982 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier.** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols annexés au présent décret et concernant la localité de Bir Taieb.

**Art. 2.** — Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de la localité de Bir Taieb sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3.** — Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de Bir Taieb visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège du Gouvernorat de Monastir.

**Art. 4.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Équipement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

#### **Décret N° 85-67 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de Bou Chebka.**

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne ;

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu l'arrêté du 1er septembre 1982 déterminant dans la région de Bou Chebka une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil du Gouvernorat de Kasserine en date du 30 novembre 1982 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Sur proposition du Ministre de l'Équipement et de l'Habitat ;  
Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier.** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols annexés au présent décret et concernant la localité de Bou Chebka.

**Art. 2.** — Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de la localité de Bou Chebka sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3.** — Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de Bou Chebka visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège du Gouvernorat de Kasserine.

**Art. 4.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Équipement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

#### **Décret N° 85-68 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de Zriba-Hammam.**

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu la loi n° 75-33 du 14 mai 1975 portant promulgation de la loi organique des communes ;

Vu le décret du 7 mai 1980 portant création de la commune de Zriba ;

Vu l'arrêté du 18 février 1982 déterminant dans la région de Zriba-Hammam une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Zriba en date du 21 décembre 1981 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Sur proposition du Ministre de l'Équipement et de l'Habitat ;  
Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier.** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols annexés au présent décret et concernant la localité de Zriba-Hammam.

**Art. 2.** — Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de Hammam-Zriba sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3.** — Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de Zriba-Hammam visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège de la Municipalité de Zriba.

**Art. 4.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Equipement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

**Décret N° 85-69 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de Slouguia.**

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne,

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1983, déterminant dans la région de SLOUGUIA une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du conseil du gouvernement de BEJA en date du 30 septembre 1982 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et des Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Sur proposition du Ministre de l'Equipement et de l'Habitat ;

Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier.** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols annexés au présent décret et concernant Slouguia.

**Art. 2.** — Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de Slouguia sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3.** — Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de Slouguia visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège du Gouvernement de Béja.

**Art. 4.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Equipement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

**Décret N° 85-70 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de Haidra.**

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne ;

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 1983, déterminant dans la région de HAIDRA une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du conseil du gouvernement de Kasserine en date du 30 novembre 1982 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et des Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Sur proposition du Ministre de l'Equipement et de l'Habitat ;

Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier.** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols annexés au présent décret et concernant la localité de Haidra.

**Art. 2.** — Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de la localité de Haidra sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3.** — Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de Haidra visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège du Gouvernement de Kasserine.

**Art. 4.** — Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Equipement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

**Décret N° 85-71 du 10 janvier 1985, portant approbation du plan d'aménagement de Zahret Medien (Amdoun).**

Nous, **Habib Bourguiba**, Président de la République Tunisienne ;

Vu la loi n° 79-43 du 15 août 1979, portant approbation du code de l'urbanisme et notamment l'article 11 de ce code ;

Vu l'arrêté du 5 mars 1983 déterminant dans la région de Zahret Medien une zone requérant l'établissement d'un programme d'aménagement ;

Vu la délibération du Conseil du Gouvernement de Béja en date du 30 septembre 1982 ;

Vu l'avis du Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et des Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Sur proposition du Ministre de l'Equipement et de l'Habitat ;

Vu l'avis du Tribunal Administratif ;

**Décrétons :**

**Article Premier.** — Sont approuvés le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols annexés au présent décret et concernant Zahret Médien (Amdoun)

**Art. 2. —** Les travaux projetés dans le cadre du plan d'aménagement de Zahret Médien (Amdoun) sont déclarés d'utilité publique.

**Art. 3. —** Le plan d'aménagement et les règles générales d'utilisation des sols de Zahret Médien (Amdoun) visés à l'article premier ci-dessus seront affichés au siège du Gouvernorat de Béja.

**Art. 4. —** Le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur et les Ministres des Finances, de l'Agriculture

et de l'Équipement et de l'Habitat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 10 janvier 1985

P. le Président de la République Tunisienne  
et par délégation  
Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

## Ministère de l'Information

### DELEGATIONS DE SIGNATURE

**Arrêté du Ministre de l'Information du 10 janvier 1985, portant délégation de signature.**

Le Ministre de l'Information ;

Vu le décret du 25 avril 1957 portant institution d'un monopole de la Radiodiffusion Sonore et Visuelle en Tunisie et création d'un Budget Annexe de la Radiodiffusion Télévision Tunisienne;

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les Ministres et Secrétaires d'Etat à déléguer leur signature ;

Vu le décret n° 84-1298 du 1er novembre 1984, portant nomination de Monsieur Moncef Hergli en qualité de chargé de mission auprès du Ministre de l'Information pour exercer les fonctions de Directeur de la Radio Régionale de Monastir ;

Vu le décret n° 83-536 du 18 juin 1983 portant nomination de Monsieur Abderrazak Kéfi, Ministre de l'Information ;

**Arrête :**

**Article Premier. —** Conformément au paragraphe 2 de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Moncef Hergli, Directeur de la Radio Régionale de Monastir est habilité à signer par délégation du Ministre de l'Information tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions, à l'exclusion des textes à caractère réglementaire

**Art. 2. —** Monsieur Moncef Hergli est autorisé à sous-déléguer sa signature pour des actes déterminés à des fonctionnaires des catégories « A » et « B » placés sous son autorité, dans les conditions fixées à l'article 2 du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975

**Art. 3. —** Le présent arrêté prend effet à compter du 1er novembre 1984 et sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne

Tunis, le 10 janvier 1985

Le Ministre de l'Information  
**Abderrazak KEFI**

**VU**

Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

**Arrêté du Ministre de l'Information du 10 janvier 1985, portant délégation de signature.**

Le Ministre de l'Information;

Vu le décret du 25 avril 1957, portant institution d'un monopole de la Radiodiffusion Sonore et Visuelle en Tunisie et création d'un Budget Annexe de la Radiodiffusion Télévision Tunisienne;

Vu le décret n° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les Ministres et Secrétaires d'Etat à déléguer leur signature;

Vu le décret n° 84-1298 du 1er novembre 1984, portant nomination de Monsieur Mohamed Abdelkéfi en qualité de chargé de mission auprès du Ministre de l'Information pour exercer les fonctions de Directeur de la Radio Régionale de Sfax;

Vu le décret n° 83-536 du 18 juin 1983, portant nomination de Monsieur Abderrazak Kéfi, Ministre de l'Information;

**Arrête :**

**Article Premier. —** Conformément au paragraphe 2 de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Mohamed Abdelkéfi, Directeur de la Radio Régionale de Sfax est habilité à signer par délégation du Ministre de l'Information tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions, à l'exclusion des textes à caractère réglementaire.

**Art. 2. —** Monsieur Mohamed Abdelkéfi est autorisé à sous-déléguer sa signature pour des actes déterminés à des fonctionnaires des catégories « A » et « B » placés sous son autorité, dans les conditions fixées à l'article 2 du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975.

**Art. 3. —** Le présent arrêté prend effet à compter du 1er novembre 1984 et sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 10 janvier 1985

Le Ministre de l'Information  
**Abderrazak KEFI**

**VU**

Le Premier Ministre  
Ministre de l'Intérieur  
**Mohamed MZALI**

# Ministère de l'Éducation Nationale

## DELEGATIONS REGIONALES

**Arrêté du Ministre de l'Éducation Nationale du 10 janvier 1985, portant modification de l'arrêté du 26 octobre 1983, modifiant l'arrêté du 19 janvier 1982 fixant la compétence territoriale et le chef-lieu des délégations régionales de l'enseignement primaire.**

Le Ministre de l'Éducation Nationale;

Vu le décret n° 81-214 du 18 février 1981, fixant l'organisation et les attributions des délégations régionales de l'enseignement

primaire tel qu'il a été modifié par le décret n° 82-104 du 19 janvier 1982 et le décret n° 83-1000 du 26 octobre 1983.

Vu l'arrêté du 26 octobre 1983, portant modification de l'arrêté du 19 janvier 1982, fixant la compétence territoriale et le chef-lieu des délégations régionales de l'enseignement primaire.

**Arrête :**

**Article Premier.** — La compétence territoriale et le chef-lieu des délégations régionales de l'enseignement primaire sont fixés comme suit :

DELEGATIONS REGIONALES	Compétence Territoriale	Chef-Lieu
1) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Tunis	Gouvernorat de Tunis	Tunis
2) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de l'Ariana	Gouvernorat de l'Ariana	l'Ariana
3) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Ben-Arous	Gouvernorat de Ben-Arous	Ben-Arous
4) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Zaghouan	Gouvernorat de Zaghouan	Zaghouan
5) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Siliana	Gouvernorat de Siliana	Siliana
6) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Nabeul	Gouvernorat de Nabeul	Nabeul
7) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Bizerte	Gouvernorat de Bizerte	Bizerte
8) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Béja	Gouvernorat de Béja	Béja
9) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Jendouba	Gouvernorat de Jendouba	Jendouba
10) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire du Kef	Gouvernorat du Kef	Le Kef
11) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Kasserine	Gouvernorat de Kasserine	Kasserine
12) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Sidi-Bouzyd	Gouvernorat de Sidi-Bouzyd	Sidi-Bouzyd
13) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Sousse	Gouvernorat de Sousse	Sousse
14) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Monastir	Gouvernorat de Monastir	Monastir
15) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Mahdia	Gouvernorat de Mahdia	Mahdia
16) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Kairouan	Gouvernorat de Kairouan	Kairouan
17) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Sfax	Gouvernorat de Sfax	Sfax
18) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Gafsa	Gouvernorat de Gafsa	Gafsa
19) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Tozeur	Gouvernorat de Tozeur	Tozeur
20) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Gabès	Gouvernorat de Gabès	Gabès
21) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Kébili	Gouvernorat de Kébili	Kébili
22) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Medenine	Gouvernorat de Medenine	Medenine
23) Délégation Régionale de l'Enseignement Primaire de Tataouine	Gouvernorat de Tataouine	Tataouine

**Art. 2. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.**

**Tunis, le 10 janvier 1985**

**Le Ministre de l'Education Nationale  
Mohamed Fredj CHEDLI**

**VU**

**Le Premier Ministre**

**Ministre de l'Intérieur**

**Mohamed MZALI**

## **Ministère de l'Agriculture**

**P R I X**

### **Décret N° 85-57 du 12 janvier 1985, instituant le Grand Prix du Président de la République pour la Protection de la Nature et de l'Environnement.**

**Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne ;**

**Vu la loi n° 63-17 du 27 mai 1963 portant encouragement de l'Etat au développement de l'Agriculture ;**

**Vu la loi n° 68-60 du 4 juillet 1968 portant promulgation du Code Forestier et notamment ses articles 72 à 76 ;**

**Vu le décret n° 58-289 du 3 novembre 1958 instituant une fête nationale de l'Arbre ;**

**Vu le décret n° 73-477 du 10 octobre 1973, instituant le Grand Prix du Président de la République pour le Reboisement et la protection des sols ;**

**Vu le décret n° 78-373 du 12 avril 1978 portant création de la Commission Nationale de l'Environnement ;**

**Vu l'avis de la Commission Nationale de l'Environnement ;**

**Vu l'avis des Ministres des Finances et de l'Agriculture ;**

**Vu l'avis du Tribunal Administratif ;**

**Décrétons :**

**Article Premier. — Il est institué un Prix annuel pour l'encouragement à la Protection de la Nature et de l'Environnement dénommé « Grand Prix du Président de la République pour la Protection de la Nature et de l'Environnement ».**

**Art. 2. — Le montant du Grand Prix du Président de la République pour la Protection de la Nature et de l'Environnement est fixé à six mille dinars et sera prélevé chaque année sur le budget du Ministère de l'Agriculture.**

**Art. 3. — Le Grand Prix du Président de la République pour la Protection de la Nature et de l'Environnement est attribué chaque année à l'occasion de la célébration de la Journée Mondiale de l'Environnement (5 juin) par décret pris sur proposition du Ministre de l'Agriculture.**

**Art. 4. — Le Grand Prix du Président de la République pour la Protection de la Nature et de l'Environnement est attribué chaque année aux personnes physiques ou aux personnes morales privées, ou aux associations de Protection de la Nature et de l'Environnement ou aux collectivités publiques locales ou régionales ayant eu le plus de mérite dans les actions visant à la protection de la nature et de l'environnement et ayant déployé des efforts considérables pour la sauvegarde des grands espaces naturels, la lutte contre les pollutions et les nuisances, la protection de la faune et de la flore, la protection des sites naturels et des paysages.**

**Art. 5. — Il est institué un comité technique qui sera chargé d'établir chaque année une liste groupant par ordre de mérite les personnes physiques ou morales, spéciales les associations de Protection de la Nature et de l'Environnement et les collectivités publiques locales ou régionales qui ont le plus contribué à la protection de la nature et de**

**l'environnement selon les critères prévus à l'article 7 ci-après.**

**Ce comité présidé par le Ministre de l'Agriculture comprend :**

- Un représentant du Ministère de l'Intérieur,**
- Un représentant du Ministère de l'Economie Nationale**
- Trois représentants du Ministère de l'Agriculture**
- Un représentant du Ministère de l'Equipeement et de l'Habitat**
- Un représentant du Ministère de la Santé Publique**
- Un représentant de la Commission Nationale de l'Environnement.**

**Art. 6. — Les personnes physiques ou morales privées, les associations de protection de la Nature et de l'Environnement, les collectivités publiques locales ou régionales classées les trois premiers de la liste citée à l'article 4 du présent décret bénéficieront du Grand Prix du Président de la République pour la Protection de la Nature et de l'Environnement. Il sera décerné chaque année un prix :**

- |                            |                      |
|----------------------------|----------------------|
| <b>— Pour le Premier</b>   | <b>: 3000 Dinars</b> |
| <b>— Pour le deuxième</b>  | <b>: 2000 Dinars</b> |
| <b>— Pour le troisième</b> | <b>: 1000 Dinars</b> |

**Art. 7. — La détermination des bénéficiaires du Grand Prix du Président de la République pour la Protection de la nature et de l'Environnement est effectuée par référence aux critères suivantes :**

**1) Les mesures significatives prises en faveur de la Protection de la Nature et de l'Environnement notamment par**

**— La réalisation et l'évolution la plus rapide de la superficie d'espaces verts offerte par tête d'habitants.**

**— L'adoption de plans d'aménagements de détail qui offrent le cadre de vie le plus approprié.**

**— La mise en œuvre et la promulgation de textes réglementaires appropriés en matière de protection de l'environnement.**

**2) La contribution à la lutte contre la pollution notamment par le traitement, le recyclage des rejets solides, liquides ou gazeux.**

**3) La prise en considération des impacts sur l'environnement dans la promotion du projet économique.**

**4) La contribution à la protection de la faune et de la flore sauvage et tout particulièrement les espèces en voie de disparition et ce par la lutte contre le braconnage et les actions de sensibilisation.**

**5) Les activités conduisant à la réalisation des mesures significatives visant à la protection de la nature et de l'environnement.**

**Art. 8. —** Les Ministres des Finances et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait au Palais de Carthage, le 12 janvier 1985

Le Président de la République Tunisienne

**Habib BOURGUIBA**

## **NOMINATION**

Par décret N° 85-58 du 12 janvier 1985 :

Monsieur Mustapha Guermazi est nommé en qualité de Maître de conférences de l'Enseignement Supérieur Agricole à l'Ecole Supérieure d'Horticulture de Chott Mariem et ce à compter du 1er novembre 1984

---

## **A V I S**

En application de l'arrêté de Monsieur le Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur en date du 21 novembre 1984, paru au J.O.R.T. N° 69 du 23 novembre 1984.

L'Imprimerie Officielle informe le public que les annonces légales, règlementaires et judiciaires paraissent à compter du 1er janvier 1985 dans une édition spéciale « **Journal Officiel des Annonces Légales, Règlementaires et Judiciaires** ».

L'acquisition de ce numéro spécial ainsi que l'abonnement peuvent s'effectuer suivant les dispositions de l'arrêté ministériel susvisé.

---

Pour la légalisation de la signature : Le Président de la Municipalité    Certifié conforme : Le Président-Directeur Général de l'I.O.R.T.

**A votre disposition à l'IORT:**

**tirés à part du JORT,  
conventions collectives nationales,  
éditions spéciales et recueil de textes**

## **Vient de paraître**

### **RECUEIL DES IMPOTS DIRECTS ET INDIRECTS**

**Edité par la Direction Générale des Impôts  
et diffusé par l'Imprimerie Officielle**

**Ce Recueil, composé de 3 livres réunis  
en un classeur de format 21 × 27 cm, regroupe :**

- 1. — Code de l'Impôt de la Patente et de l'Impôt sur les  
bénéfices des Professions non Commerciales,**
- 2. — Contribution Personnelle d'Etat et Impôt sur les  
Traitements et Salaires,**
- 3. — Taxes sur les Chiffres d'Affaires.**

**Nombre de pages : 473 en arabe et en français  
Actualisation : mise à jour permanente par des feuillets  
mobiles qui seront mis en vente à l'I.O.R.T.**

**Prix : 12D,000**

**En vente à l'IORT à Radès, Km 2**

**ou à son bureau de Tunis : 1, rue Hannon.**

**Toutes commandes par vole postale sont majorées  
de cent millimes par exemplaire pour frais d'expédition**

# Journal Officiel de la République Tunisienne

(Bihebdomadaire)

Composé et tiré sur les presses de l'Imprimerie Officielle de la République Tunisienne

Les abonnements, achats de numéros et remise des ordres d'insertion d'annonces et d'avis d'appels d'offres peuvent s'effectuer :

Au siège de l' I. O. R. T. :

Radès, Km 2

Téléphones : 299.914  
299.224

Au bureau de Tunis :

1, rue Hannon

Téléphone : 349.637

Edition originale : 225 Millimes

Edition française : 300 Millimes

ABONNEMENT ANNUEL *			
PAYS	EDITION Originale	TRADUCTION Française	Edition Originale et sa Traduction
	(Dinars)	(Dinars)	(Dinars)
Tunisie-Algérie-Maroc ...	12	14,500	19,500
Autres Pays .....	16,500	19,500	25

\* Pour l'Etranger, frais d'envoi en sus

Le règlement des factures et achats s'effectue exclusivement au comptant, par chèque ou virement bancaire à l'ordre de :

**Imprimerie Officielle  
de la République Tunisienne**

C. C. P. N° 610-15 à Tunis  
S. T. B. Tunis 57 60 88  
S. T. B. Mégrine 450 225 206  
B. N. T. Tunis 006 046  
U. I. B. Agence A 35 70 100  
Banque du Sud - Radès 09 47 00103